

Le budget—L'hon. A. Hamilton

Ce que j'essaie de faire comprendre c'est que les agriculteurs et les producteurs du Canada peuvent trouver d'excellents débouchés pour leurs produits un peu partout dans le monde. Si nous réussissons à vendre tout ce qui est produit au Canada et aux États-Unis, nous n'aurons plus à nous inquiéter autant des adeptes des théories keynésiennes qui cherchent à diriger n'importe quel type d'industrie. Voilà ma réponse. Nous survivrons donc à cette situation. Si les Américains refusent de conclure avec les Russes une entente du même type que celle conclue avec les pays du tiers monde, les Russes viendront s'approvisionner chez nous. Il y a environ deux mois, nous nous sommes engagés, en vertu d'un accord, à vendre jusqu'à 350 millions de boisseaux par an à un pays donné, et les Américains auraient bien voulu mettre la main sur ce marché. La situation est la même en ce qui concerne la Chine et tous les autres pays avec lesquels nous faisons affaire. Nous traitons avec eux en veillant à tirer des avantages mutuels de nos transactions. Nous tenons notre parole et nous avons pris des créneaux sur différents marchés en appliquant ce principe. Nous nous intéressons à présent à l'Amérique du Sud qui collabore bien avec nous. Pour tout agriculteur qui fonde quelque espoir sur l'avenir, la réalisation de cet espoir dépendra non pas des prix pratiqués par les Américains mais du succès de nos efforts à vendre tout le grain que nous produisons et aussi à aider les Américains à vendre le leur, car tous les pays en ont besoin. Ainsi, nos deux pays s'en porteront mieux. C'est là la seule façon de procéder.

M. Orlikow: Monsieur le Président, le député ne sait-il pas que nos anciens consommateurs d'Europe occidentale depuis probablement les 100 dernières années sont devenus maintenant nos concurrents parce que les pays de la Communauté économique européenne subventionnent largement la production de blé? Si les États-Unis donnent suite à leur intention de subventionner à raison de \$3.50 le boisseau le grain destiné à l'exportation, comme ils l'ont annoncé dans le cadre de leur nouvelle politique agricole, comment nos agriculteurs feront-ils pour tenir le coup? On ne peut certes pas parler de concurrence loyale.

M. Hamilton: Monsieur le Président, je ne voudrais pas être trop dur, mais ce genre d'absurdité n'a vraiment pas sa place à la Chambre des communes. La France accorde une subvention de \$9 le boisseau de grain destiné à l'exportation. L'Angleterre ne subventionne pas les céréales et pourtant elle en exporte. Je rappelle donc que nous sommes au moins aussi débrouillards que les Britanniques. S'ils sont capables de produire 148 boisseaux de grain l'acre, nous pouvons en faire autant.

M. Orlikow: A coup de subventions.

M. Hamilton: Nous pouvons battre à plate couture les Britanniques, les Français et les Américains.

M. Benjamin: Nous en sommes incapables et vous le savez pertinemment, Alvin.

M. Hamilton: Je ne vise pas les ouvriers de ces pays, mais je parle de faits concrets. Nous refusons énergiquement de lier nos prix à ceux pratiqués aux États-Unis sur ce chapitre car dans nos rapports avec les autres pays, il n'y a pas que les prix qui comptent. La Chine, par exemple, achète notre grain parce qu'elle y gagne davantage que si elle s'approvisionnait ailleurs. Pour quelle raison? Simplement parce que nous l'aidons à

vendre ses produits partout dans le monde. Je me ferais un plaisir de présenter notre commerce céréalier avec la Chine tel que les Chinois l'envisagent. Ils considèrent que pour chaque dollar que nous avons gagné depuis 25 ans en leur vendant notre blé, ils ont réalisé le double de nos bénéfices en écoulant leurs produits alimentaires sur les marchés internationaux. Le député se demande comment nous pouvons soutenir la concurrence étant donné que la production étrangère est subventionnée. C'est parce que nous savons comment vendre notre grain. Nous en vendons environ 1,200,000,000 boisseaux par année. Quand j'ai débuté, nous en vendions 300 millions. Tout cela pour dire que ces absurdités sont indignes d'une personne qui sait lire.

● (1530)

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Je vous remercie, monsieur le Président de me donner la parole. Je suis tout disposé à participer au débat sur le budget mais cela me déprime un peu. Je dirai à mon collègue de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) que j'aurai un mot ou deux à dire dans quelques minutes à propos de son intervention. Par ailleurs, heureusement que je n'ai pas fait circuler la nouvelle que je prenais la parole aujourd'hui, car il n'y aurait personne ici, sauf vous et moi.

Des voix: Oh, oh!

M. Benjamin: Le dernier budget de même que le précédent me rappelle certains budgets libéraux que j'ai dû subir depuis 1968. Je dois conclure que les paroles du philosophe français se trouvent renforcées, appuyées et confirmées par les deux derniers budgets conservateurs, à savoir qu'un homme riche a autant le droit qu'un homme pauvre de quêter dans la rue et de dormir sous un pont.

J'ai jeté un coup d'œil sous quelques ponts, dans les files d'attente aux banques d'aliments et à ceux qui vous quêtent trente sous dans les rues d'Ottawa, et pourtant je n'y ai pas trouvé un seul riche. J'ai aussi réfléchi aux projets du gouvernement de désindexer les pensions de la vieillesse et à sa décision de désindexer les allocations familiales. Cela me rappelle ce vieil adage à saveur conservatrice, à savoir que la pension de la vieillesse enlève tout simplement le goût de travailler.

Aujourd'hui j'ai écouté avec attention le ministre d'État chargé de la Commission du blé (M. Mayer). Il nous a demandé de reconnaître à lui, à son parti et à son gouvernement le mérite des mesures budgétaires et de certaines choses qu'ils ont réalisées. Il a même insisté.

Je suis magnanime. Je vais donner au gouvernement quelques bons points. Par exemple, cette baisse du chômage est une bonne chose. Je donne un bon point au gouvernement pour cette baisse, encore qu'il n'y ait pas eu vraiment 580,000 nouveaux emplois. Il y a peut-être eu 580,000 nouveaux emplois dans certains secteurs de notre économie, mais si l'on soustrait cela du total, on obtient une augmentation nette du nombre d'emplois de peut-être 150,000, disons 200,000 emplois. C'est bien. Un bon point au gouvernement.

Je conviens avec le ministre responsable de la Commission du blé que si le chômage avait augmenté, c'est le gouvernement qui en aurait été jugé responsable. Donnons un bon point au gouvernement, tous les bons points du monde, pour cette baisse du chômage.